



S.M.E.A. de la Basse-Limagne

Envoyé en préfecture le 12/12/2025
Reçu en préfecture le 12/12/2025
Publié le
ID : 063-256300187-20251211-2025_12_101-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Comité Syndical du
11/12/2025

Délibération
n° 2025-12-101

Date de convocation :
27/11/2025

Nombre de membres
en exercice : 89
Nombre de membres
présents : 48
Ne prennent pas part
au vote : 5
Nombre de suffrages
exprimés : 49

VOTE :
Pour : 0
Contre : 49
Abstention : 0

Secrétaire de
séance :
Agathe DEMAS

*La présente délibération
peut faire l'objet d'un
recours contentieux devant
le Tribunal administratif de
Clermont-Ferrand dans un
délai de deux mois à
compter de sa publication.
La juridiction compétente
peut notamment être saisie
via une requête remise ou
envoyée au greffe du
tribunal administratif ou par
l'application Télérecours
citoyen accessible à partir
du site www.telerecours.fr*

L'an deux mil vingt-cinq, le 11 décembre, le Comité Syndical de la BASSE-LIMAGNE, s'est réuni à JOZE, sous la Présidence de Monsieur René LEMERLE.

Etaient présents : Voir liste jointe.

Objet : **SEMERAP – Avenant 9 au contrat de délégation Eau Potable + admissions en non-valeurs 2018**

Monsieur le Président rappelle aux délégués que le comité syndical a délibéré l'an dernier concernant l'admission en non-valeur des impayés antérieurs à 2017. Cette opération n'avait eu aucun impact sur le Syndicat, car avant 2018, SEMERAP nous reversait sur la base de l'encaissé.

Le 23 novembre 2018, le Syndicat et la SEMERAP ont signé un avenant n° 2 au contrat, prévoyant le reversement de la part collectivité sur la base du facturé. En conséquence, l'exploitant fait son affaire des impayés. **Il s'agissait d'une demande de la SEMERAP.**

Aujourd'hui, la SEMERAP nous propose de signer un avenant n° 9 au contrat, venant remettre en cause le principe du reversement au facturé :

Extrait de l'avenant 9

Chaque année N les admissions en non-valeurs seront prononcées, en accord avec le maître d'ouvrage, au vu d'un état présenté par l'exploitant relatif à l'année N-6, au plus tard le 30 septembre de l'année N.

Ces montants seront déduits du reversement effectué au titre de l'année N lors du reversement (T3), c'est-à-dire le 31 décembre de l'année N.

Toutefois, le montant total des admissions en non-valeurs pouvant être imputé sur les reversements de l'année N ne pourra excéder un pour cent (1%) des montants facturés au titre de l'année N-6 de la part collectivité.

Le Comité syndical doit décider de valider ou non la signature de cet avenant.

Si le Syndicat valide cet avenant 9, il faudra également délibérer pour valider le montant des admissions en non-valeurs pour l'année 2018, soit 51 717,67 €.

Les 4 administrateurs SEMERAP, ainsi que le délégué-agent SEMERAP ne prennent pas part au vote.

DELIBERATION

Le comité syndical, les explications entendues et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- De refuser la signature de l'avenant 9 au contrat de délégation Eau Potable pour les admissions en non-valeurs,
- De ne pas valider le montant des admissions en non-valeurs pour l'année 2018
- De demander au Président d'informer la SEMERAP de cette décision.

**FAIT & DELIBERE, les mêmes
Jour, mois et an que ci-dessus.**
Le Président,
René LEMERLE

